

Graduate Institute Publications

Ingérence économique | Christian Comeliau

Comment on a imposé la



Ce site utilise des cookies et
vous donne le contrôle sur
ceux que vous souhaitez
activer

Tout accepter

Tout refuser

Personnaliser

[Politique de confidentialité](#)

tion du FA

aldine Faes, journaliste, *Jeune*

ES

1 Exténué, Michel Roussin, le ministre français de la Coopération s'effondre dans un fauteuil de la suite qu'il occupe au cinquième étage du Méridien Président de Dakar. C'est fait. Il est un peu plus de 20h50, ce 11 janvier 1994, et le franc CFA vient d'être officiellement dévalué de 50 %, après quarante-six ans de parité fixe avec le franc français. "Il y a eu la colonisation, la loi-cadre, les indépendances et la dévaluation... C'est un moment historique" murmure le ministre. En bas, dans le hall gigantesque du Palace sénégalais, les chefs d'Etat africains fuient une presse déchaînée qui, exaspérée par deux jours de vaine attente dans les couloirs, les assaille sans ménagements : "Alors, vous avez finalement cédé ? Que s'est-il passé ? Ne pouviez-vous pas éviter cette catastrophe ?" Mais après dix-sept heures d'un huis clos éprouvant, Paul Biya, Abdou Diouf, Omar Bongo et les autres n'ont visiblement aucune envie de commenter ce que les Africains de la Zone franc appelleront désormais, à tort ou à raison, "le lâchage français". Déçu du mutisme de son président, un journaliste burkinabé aperçoit dans la foule un membre de la délégation de la Banque mondiale et entreprend de le rattraper en râlant : "De toute façon, ce sont eux qui ont tout décidé. Autant prendre les informations à la source."

2 Ce journaliste ne fait que reprendre un sentiment partagé par tous ceux qui, depuis des mois, suivent l'interminable feuilleton de cette dévaluation-arlésienne : celui d'une décision arrachée aux



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

forçons, à grands coups de chantages institutions internationales décidées être en œuvre la dernière potion élaborée pour une Afrique en bord et sans même que son avis soit

3 n 1991. A la fin de cette année-là, d'ajustement réel" menée depuis plus africains, à la demande des bailleurs mmé. Les réformes économiques comme préalables à la poursuite de tiétinent – au mieux – ou sont

inexistantes. La part de l'Afrique dans le commerce mondial n'en finit pas de régresser, le continent s'appauvrit et les pays de la Zone franc, loin de s'en sortir mieux que leurs voisins, enregistrent des résultats souvent moins bons que ces derniers...¹ Prenant acte de ce constat – qui revient à admettre, outre la mauvaise gestion des dirigeants africains, l'inefficacité des fameux programmes d'ajustement structurels (PAS) concoctés depuis 1979 à Washington – la Banque Mondiale et le FMI changent de stratégie. Et décident que seul un "ajustement monétaire" permettra en réalité aux économies africaines de devenir compétitives.

4 Seul problème : à Paris, où l'on se montre soucieux des risques politiques et des troubles sociaux qu'un changement de parité pourrait entraîner, la simple évocation d'une dévaluation déclenche des tollés de protestation chez les politiciens. Leur mécontentement est relayé, et largement alimenté, par les industriels français implantés sur le continent qui redoutent de voir leur patrimoine africain perdre la moitié de sa valeur.

5 Qu'à cela ne tienne. Pour faire plier la France, les institutions de Bretton-Woods, qui savent qu'elles peuvent compter sur le soutien discret mais essentiel du Trésor français, adoptent une tactique très simple : fin 1991, elles refusent de renouveler leur programme d'assistance à la Côte d'Ivoire. Pour obtenir les crédits attendus, Abidjan doit d'abord s'acquitter de ses arriérés de paiement envers la



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Banque mondiale qui s'élèvent à quelque 600 millions de s que... A moins, fait-on comprendre Allassane Ouattara, que son pays age une dévaluation du CFA. Les ers Paris. Et expliquent qu'il faut soit dettes, soit accepter le principe d'un é. A l'époque, les partisans d'un sont encore rares et la mort dans s 600 millions. Mais le ver est dans le 'évidence, ni les moyens ni l'envie de déficits budgétaires africains. Encore lettres. Qu'elle le veuille ou non, elle

doit donc, comme l'Afrique, se plier au diktat de la Banque et du Fonds. Qu'importe alors la pertinence de la décision prise, qu'importe les risques d'explosion sociale...

6 Tenus à l'écart mais suffisamment perspicaces pour comprendre l'enjeu du bras de fer qui oppose, au cours de l'hiver 1992 et du premier trimestre 1993, le dernier carré des "anti" aux "pro" dévaluationnistes parisiens, les chefs d'Etat africains décident, dans la foulée d'un sommet de l'Union monétaire ouest-africaine qui se tient à Dakar, de venir donner un avis qu'à ce stade, personne n'a songé à solliciter. Le 31 juillet, Houphouët-Boigny, Abdou Diouf, Omar Bongo et Biaise Compaoré se rendent en 111 délégation à l'Elysée pour réaffirmer devant François Mitterrand leur hostilité à un changement de parité. "Fort bien, leur répond le président. Mais vous devez, dans ces conditions, impérativement vous entendre avec la Banque et le Fonds et mettre en œuvre des mesures d'ajustement réel." Ce qui est en réalité une pirouette quelque peu hypocrite – Mitterrand sait que l'entente avec la Banque passe par la dévaluation – offre, momentanément, un répit aux pays de la Zone franc.

7 Mais les réformes de fonds ne suivent pas et les rumeurs annonçant la dévaluation comme imminente se multiplient, entraînant une fuite massive de capitaux. Sentant la victoire toute proche, la Banque et le Fonds maintiennent leur pression "à l'Ivoirienne", gelant pour cause d'arriérés les Programmes en cours dans de nombreux pays, mais qu'en cas d'ajustement monétaire, on peut compter sur leur aide précieuse.



8 Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

En 1993, le nouveau gouvernement Bédié est pressé et estime à son tour qu'une dévaluation est indispensable pour décharger la France de sa dette. Il ne peut plus se permettre d'accorder à la Banque mondiale, conseiller économique d'Edouard Ball Manguera, Jean-Michel Sévérino, directeur des études au ministère de la Coopération, différents modèles mathématiques et un taux de 50 % serait souhaitable.

Une stratégie commune est mise au point avec le FMI et la Banque mondiale. Paris et Washington n'hésitent pas, au besoin, à enjoliver quelque peu les évaluations prospectives de l'après-dévaluation pour les rendre plus convaincantes... Seules les "mesures d'accompagnement" supposées corriger dans un premier temps les retombées sociales du changement de parité font l'objet de désaccords et sont âprement négociées, la France craignant une déstabilisation politique et des émeutes, dans des pays fragilisés par les processus de démocratisation en cours. Fin août, tout est prêt. Le 25 septembre, *Libération* révèle la date (janvier) et le taux arrêtés.² A ce stade, les chefs d'Etat africains de la Zone franc n'ont toujours pas été informés et encore moins associés à une décision qui, pourtant, sera l'une des plus importantes que l'Afrique d'après les indépendances ait connue... Au cours du dernier trimestre 1993 enfin, alors que l'ensemble du Plan est bouclé et que de rares détails peuvent encore être modifiés, des émissaires sont envoyés dans les capitales africaines pour mettre les dirigeants devant le fait accompli. Le discours est simple : "La France a décidé, à partir du 31 décembre, de ne plus effectuer de décaissements en faveur des pays qui ne seraient pas en règle avec les institutions financières internationales." Autrement dit, soit vous dévaluez, soit vous renoncez définitivement à toute aide extérieure. Face à une telle alternative, seuls le Sénégalais Abdou Diouf et le Gabonais Omar Bongo tentent un baroud



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

9

d'honneur. En vain : "cela ne sert à rien que je dépose le
notre conseil d'administration"
à Diouf Michel Camdessus,
t qu'il n'y aura pas eu de dévaluation,
era jusqu'au dernier jour d'accepter la
ment, à défaut d'avoir gain de cause,
supplémentaires pour son pays...
janvier 1994 à Dakar, le sommet des
ne franc officiellement réunis pour
compagnie aérienne Air Afrique, les
Sur quatorze chefs d'Etat, deux

seulement, l'Ivoirien Henri Konan Bédié et le Béninois Nicéphore Soglo, sont de fervents partisans de la dévaluation. Les autres, amers, furieux d'être les victimes impuissantes d'une décision qui concerne leur propre monnaie et, plus largement, l'avenir de leurs populations, manifesteront leur colère en entretenant le suspense jusqu'au bout, ne signant finalement le document final, dans la soirée du 11 janvier, qu'avec une mauvaise grâce ostentatoire. La veille, Michel Roussin avait, dans un discours prononcé à huis clos, affirmé sans ciller : "Il est urgent que vous preniez une décision. Repousser décision et mise en œuvre serait prendre des risques immenses." Le "Vous" n'a trompé personne. Et certainement pas les populations africaines, comme le résume cette formule de l'*Union*, le quotidien gouvernemental gabonais : "Après le boom de la démocratie, nous voilà dans le krach de la dévaluation. Le tout, imposé par les capitales occidentales, devenues plus que jamais maîtresses de notre destin."

Notes

1. David Stasavage, "La chute de la maison CFA", *Politique internationale*, n° 63, printemps 1994, pp. 390-394.
2. Stephen Smith, "Franc CFA : le scénario de la dévaluation est écrit", *Libération*, 25 septembre 1993.

Auteur

— — — — — **es**



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

Jeune Afrique, Paris

ations, 1994

tion - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de
ial - CC BY-NC-ND 4.0

e est issue d'un traitement automatique par
aractères.

du chapitre

FAES, Géraldine. *Comment on a imposé la dévaluation du franc CFA : Témoignage de Géraldine Faes, journaliste, Jeune Afrique, Paris* In : *Ingérence économique : La mécanique de soumission* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 1994 (généré le 18 mars 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/2973>>. ISBN : 9782940549764. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.2973>.

Référence électronique du livre

COMELIAU, Christian (dir.). *Ingérence économique : La mécanique de soumission*. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 1994 (généré le 18 mars 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/2950>>. ISBN : 9782940549764. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.2950>. Compatible avec Zotero

Ingérence économique

La mécanique de soumission

Ce livre est cité par

Hofmann, Élisabeth. Marius-Gnanou, Kamala. (2007) Le microcrédit est-il le faux-nez du néolibéralisme ?. *Cahiers d'Outre-Mer*, 60. DOI: [10.4000/com.2387](https://doi.org/10.4000/com.2387)



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer